

## Le baromètre du greffe du Tribunal de commerce de Paris Pour mars 2004

Retrouvez chaque mois un indicateur de référence  
de la vie des entreprises de la capitale

### RESULTATS DE MARS 2004

Un bilan satisfaisant pour l'économie parisienne :

Hausse des créations d'entreprises : +11,55%

Hausse des investissements des entreprises : +12,19%

Baisse des jugements d'ouverture de redressement et de liquidation judiciaires : -5,86%

### TABLEAU DE BORD MENSUEL : Indicateurs clés de l'économie parisienne en mars 2004

EVALUATION de la QUALITE du SERVICE GREFFE –Mars 2004 Délai d'immatriculation : 0,9 jours		
Indicateur de variation mars 2003 / mars 2004	En hausse	En baisse
Stock d'entreprises parisiennes	+0,97%	
Les immatriculations d'entreprises	+11,55%	
Les immatriculations de SARL à libre capital social	+7,00%*	
L'endettement fiscal des entreprises	+6,11%	
Les investissements des entreprises	+12,19%	
Les requêtes en injonction de payer		-3,13%
Les ouvertures de procédures collectives (redressements et liquidations judiciaires)		-5,86%

(\* chiffre mars 2004 par rapport à mars 2003)



Le commentaire de Pascal BEDER,  
greffier associé du Tribunal de commerce de Paris :

**Résultats encourageants pour la création d'entreprises en mars.** « Les immatriculations au Registre du commerce ont poursuivi leur progression le mois dernier : 3 043 nouvelles entreprises se sont créées à Paris en mars 2004, soit +11,55% par rapport à mars 2003. La pyramide des âges des nouveaux entrepreneurs témoigne d'un engouement des jeunes créateurs en faveur de la création d'entreprises : 8% ont moins de 25 ans, soit 2,14% de plus qu'en mars 2003. Le greffe constate également une reprise de l'entrepreneuriat féminin, qui se traduit par une plus forte mobilisation des jeunes femmes et des « seniors » (+ de 56 ans). Autre tendance constatée en mars : les entrepreneurs ont été davantage enclins à solliciter un prêt bancaire en vue d'acheter un fonds de commerce ou d'effectuer des travaux d'agrandissement ou d'amélioration.

A l'instar de février 2004, le nombre d'entreprises défaillantes a décliné en mars : -5,86% par rapport à mars 2003. Une bonne nouvelle tempérée cependant par la hausse des effectifs salariés directement touchés par les redressements et les liquidations judiciaires (+26%) et du passif cumulé déclaré auprès du greffe (+46%). »

**Le greffe, une garantie de qualité au service des entreprises.** Les nouvelles entreprises ont été immatriculées au Registre du commerce dans un délai de 0,9 jour franc ouvrable <sup>(2)</sup> en mars 2004. Le greffe du Tribunal de commerce de Paris s'engage à améliorer la satisfaction de ses clients en termes d'accueil et de délais, dans le cadre de la démarche qualité qu'il a entreprise.

- (1) La Loi pour l'Initiative économique du 1<sup>er</sup> août 2003 offre aux créateurs d'entreprises la faculté de constituer une sarl à capital social libre.
- (2) La loi impose au greffier de contrôler juridiquement les dossiers d'immatriculation dans un délai d'un jour franc ouvrable.



## IMMATRICULATIONS D'ENTREPRISES : LA TENDANCE DU MOIS

**En hausse : +11,55% en mars 2004 par rapport à mars 2003**  
**Immatriculations de SARL à libre capital en hausse :  
 7+% par rapport à février 2004**

Avec 3 043 immatriculations en mars, la création d'entreprises enregistre une hausse de 11,55% par rapport à mars 2003. Au titre du 1<sup>er</sup> trimestre 2004, les immatriculations sont en hausse : 8 678 nouvelles entreprises se sont créées cette année, soit une augmentation de 10,35% en comparaison avec le premier trimestre 2003.

La pyramide des âges des créateurs d'entreprises de mars 2004, montre une forte proportion d'entrepreneurs âgés de 36 à 45 ans (29%). Par rapport à mars 2003, la répartition des créateurs d'entreprises par tranches d'âges et par civilité évolue :

### Les créateurs sont plus jeunes

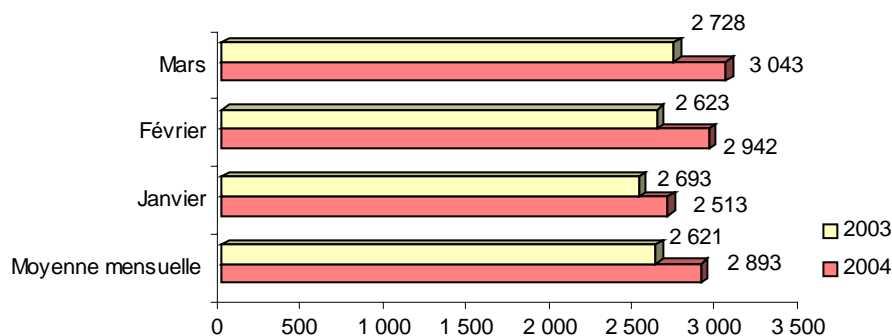
- 7,97% ont moins de 25 ans (soit +2,14% par rapport à mars 03)
- 29,15% ont entre 26 et 35 ans (soit +3,0% par rapport à mars 03)

### Les femmes créatrices d'entreprises sont plus nombreuses

- Elles sont particulièrement bien représentées dans les classes d'âges suivantes : moins de 25 ans (7,97% en mars 2004, contre 5,83% en mars 2003), 36 à 45 ans (27,9% en mars 2004, contre 24,2% en mars 2003), plus de 56 ans (31%, contre 29,5% en mars 2003).

La loi pour l'Initiative économique (1) favorise la création d'entreprises : 1 140 SARL à libre capital se sont immatriculées au Registre du commerce au 1<sup>er</sup> trimestre 2004, soit +58,7% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2003.

Immatriculations au Registre du commerce	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>8 678</b>	<b>3 043</b>
<b>2003</b>	7 864	2 728
<b>Evolution en %</b>	<b>10,35%</b>	<b>11,55%</b>



## Pyramide des âges des créateurs d'entreprise parisiens en mars 2004 :

Ages des créateurs d'entreprises	Nombre	% de femmes	% d'hommes
moins de 25 ans	7,97%	29,8%	70,2%
entre 26 et 35 ans	25,86%	28,0%	72,0%
entre 36 et 45 ans	29,15%	27,9%	72,1%
entre 46 et 55 ans	20,95%	27,0%	73,0%
plus de 56 ans	12,92%	31,0%	69,0%
Personnes morales *	3,15%		
<i>Total</i>	<i>100,00%</i>		

*NB : 3,15% des entreprises immatriculées en mars au Registre du commerce ont été créées par une autre entreprise.*



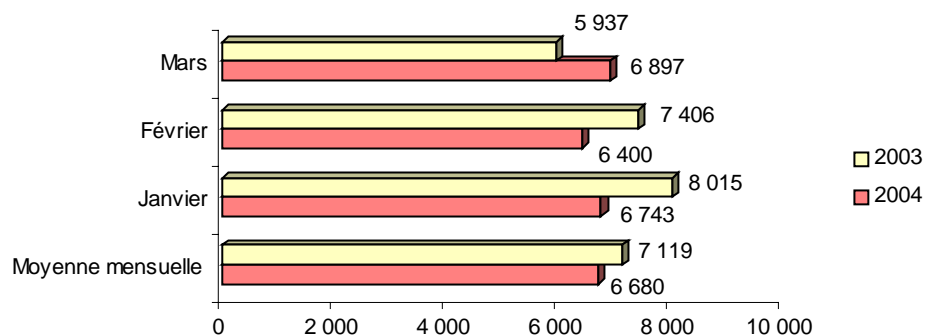
### INSCRIPTIONS MODIFICATIVES AU REGISTRE DU COMMERCE : LA TENDANCE DU MOIS

**En hausse : +16,17% par rapport à mars 2003**

6 897 entrepreneurs ont effectué des formalités légales de modification en mars 2004, soit une hausse de 16,17% par rapport à mars 2003. Au premier trimestre 2004, les inscriptions modificatives baissent de 6,17% en comparaison avec le premier trimestre 2003.

En 2003, les dirigeants d'entreprises avaient été astreints à enregistrer auprès du greffe davantage de formalités modificatives qui leur étaient imposées par la Loi sur les Nouvelles Régulations Economiques.

Modifications au Registre du commerce	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>20 040</b>	<b>6 897</b>
<b>2003</b>	21 358	5 937
<b>Evolution en %</b>	<b>-6,17%</b>	<b>16,17%</b>





## RADIATIONS D'ENTREPRISES DU REGISTRE DU COMMERCE : LA TENDANCE DU MOIS

**Hausse des radiations volontaires : +24,26% et des radiations d'office : +137,71%  
(par rapport à mars 2003)**

1 004 dirigeants ont volontairement radié leur entreprise du Registre du commerce en mars 2004, soit une augmentation de 24,26% par rapport à mars 2003. Au premier trimestre 2004, la hausse des radiations volontaires s'élève à 5,74%.

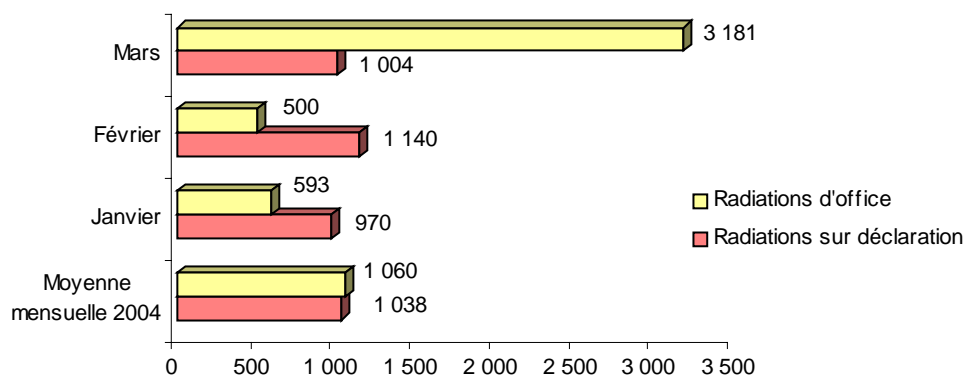
En mars, le greffe a procédé à une opération d'apurement du Registre du commerce, pour en extraire les entreprises ayant cessé leur activité. 3 181 entreprises ont été radiées d'office le mois dernier, soit près de cinq fois plus qu'en mars 2003.

Au total, 7 388 entreprises ont disparu en 2004, contre 3 510 en 2003, soit +110,48%.

*NB : Le greffier procède à la radiation d'office des entreprises pour différents motifs, qui sont les suivants : clôture des opérations de liquidation pour les entreprises faisant l'objet d'une liquidation judiciaire, radiation par ordonnance du juge-commissaire à la surveillance du Registre du commerce en raison de diverses irrégularités, transferts de sièges sociaux...*

Radiations sur déclaration du Registre du commerce	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>3 114</b>	<b>1 004</b>
<b>2003</b>	2 945	808
<b>Evolution en %</b>	<b>5,74%</b>	<b>24,26%</b>

Radiations d'office du Registre du commerce	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>4 274</b>	<b>3 181</b>
<b>2003</b>	1 798	565
<b>Evolution en %</b>	<b>137,71%</b>	<b>463,01%</b>





## INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES OU CREDITS BANCAIRES : LA TENDANCE DU MOIS

**Hausse des inscriptions relatives aux investissements des entreprises :  
+12,19% en mars 2004 (par rapport à mars 2003)**

**Hausse des inscriptions correspondant à l'octroi de prêts bancaires (1) aux entrepreneurs :  
+9,24% en mars 2004 (par rapport à mars 2003)**

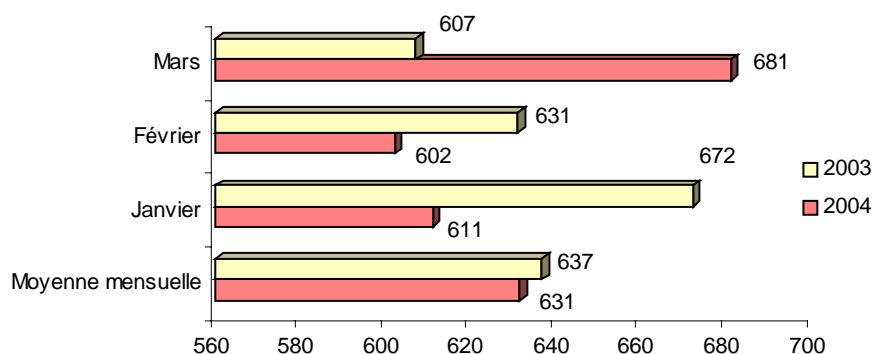
Le mois dernier, les inscriptions de nantissements de fonds de commerce et outillage augmentent de 12,19% (par rapport à mars 2003). Au premier trimestre 2004, elles dégagent un solde positif : +0,84% par rapport à la même période en 2003.

Les inscriptions correspondant aux prêts bancaires accordés par les banques et les organismes de crédit aux entrepreneurs, qui leur permettent de financer l'achat d'un fonds de commerce, d'effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation, sont également en hausse : +9,24% en mars 2004 (par rapport à mars 2003), mais -1,32% au premier trimestre 2004 (par rapport à 2003).

*NB : Prêts utilisés pour financer l'achat d'un fonds de commerce, d'effectuer des travaux d'agrandissement ou de rénovation.*

Inscriptions de nantissement de fonds de commerce et outillage	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>1 894</b>	<b>681</b>
<b>2003</b>	1 910	607
Evolution en %	<b>0,84%</b>	<b>12,19%</b>

Inscriptions de nantissements correspondant à l'octroi de prêts bancaires	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>1 723</b>	<b>615</b>
<b>2003</b>	1 746	563
Evolution en %	<b>-1,32%</b>	<b>9,24%</b>





## ENDETTEMENT FISCAL ET SOCIAL : LA TENDANCE DU TRIMESTRE

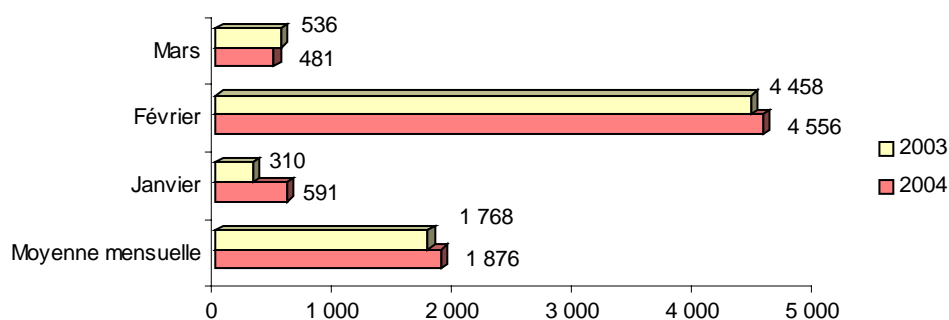
**Hausse des inscriptions de privilèges du Trésor public : +6,11%**  
(pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2004, par rapport à la même période en 2003)

**Hausse des inscriptions de privilèges de la sécurité sociale : +11,49%**  
(pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2004, par rapport à la même période en 2003)

Au total, 5 628 **inscriptions de privilèges ont été prises par le Trésor public** auprès du greffe au 1<sup>er</sup> trimestre 2004, soit une hausse de 6,11% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2003. Le montant de la dette fiscale cumulée par les entrepreneurs en mars 2004 diminue de 94,35% par rapport à la même période l'an passé. En mars 2004, le Trésor public a pris 481 inscriptions de privilèges auprès du greffe, soit une baisse de 10,26% par rapport à mars 2003.

Inscriptions de privilèges du Trésor public	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>5 628</b>	<b>481</b>
<b>2003</b>	5 304	536
<b>Evolution en %</b>	<b>6,11%</b>	<b>-10,26%</b>
<b>Variation du montant cumulé des sommes conservées par le greffe</b>	<b>Diminution de 36,49%</b>	<b>Diminution de 94,67%</b>

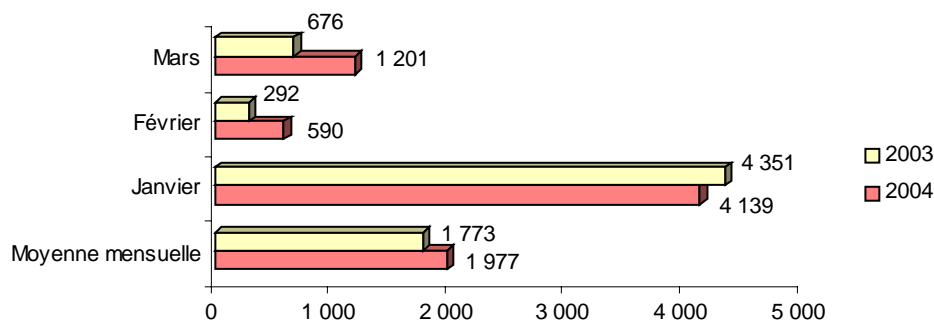
### Inscriptions de privilèges du Trésor public



Le nombre d'**inscriptions de privilèges de la sécurité sociale** augmente, en volume, de 11,49% au premier trimestre 2004, et de 30,03% en valeur, par rapport à la même période en 2003. En mars 2004, le volume augmente de 77,66% par rapport à mars 2003.

Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale	Janvier à mars 2004	Mars 2004
<b>2004</b>	<b>5 930</b>	<b>1 201</b>
<b>2003</b>	5 319	676
<b>Evolution en %</b>	<b>11,49%</b>	<b>77,66%</b>
<b>Variation du montant cumulé des sommes conservées par le greffe</b>	<b>Augmentation de 30,03%</b>	<b>Augmentation de 142,55%</b>

## Inscriptions de privilèges de la sécurité sociale



NB : Les inscriptions de privilèges de l'Urssaf et du Trésor public reflètent l'endettement social et fiscal des entreprises déclaré au greffe. En effet, les sommes d'un montant supérieur à 12 000 euros dues par les commerçants et les personnes morales de droit privé à l'Urssaf et au Trésor public font l'objet d'une inscription de privilège auprès du greffe du Tribunal de commerce dans un délai de trois mois suivant leur date limite de paiement. Elles augmentent en volume aux périodes d'échéance de paiement des cotisations.

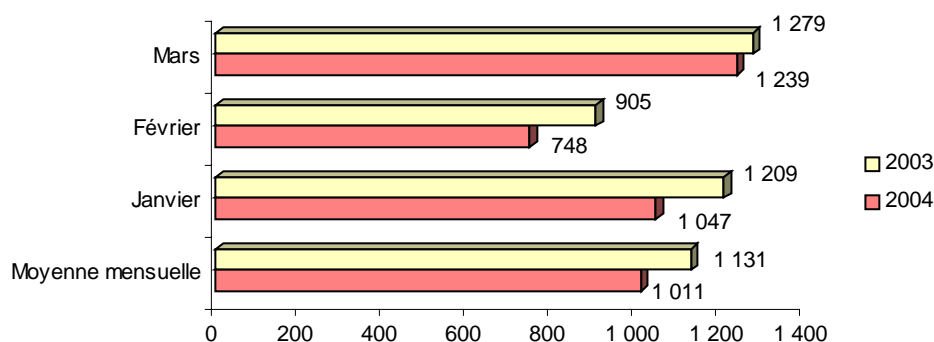


## REQUETES EN INJONCTION DE PAYER : LA TENDANCE DU TRIMESTRE

Baisse de 10,58% au 1<sup>er</sup> trimestre 2004  
(par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2003)

Au premier trimestre 2004, 3 034 requêtes en injonction de payer ont été présentées au Président du Tribunal de commerce de Paris, soit une baisse de 10,58% (par rapport au premier trimestre 2003). Ce poste étant très sensible aux variations saisonnières, il faudra néanmoins attendre les prochaines semaines pour confirmer ou infirmer cette baisse. En mars 2004, les requêtes en injonction de payer baissent de 3,13%.

Dépôt de requêtes en injonction de payer	Janvier à mars 2004	Mars 2004
<b>2004</b>	<b>3 034</b>	<b>1 239</b>
<b>2003</b>	3 393	1 279
<b>Evolution en %</b>	<b>-10,58%</b>	<b>-3,13%</b>



NB : L'injonction de payer est une procédure rapide, simple et peu coûteuse, qui doit permettre à une entreprise titulaire d'une créance indiscutable de récupérer les sommes que lui doivent ses clients. La procédure consiste à adresser au greffe du tribunal de commerce du ressort du domicile du débiteur une requête qui sera présentée au Président du tribunal de commerce. Si la demande paraît fondée, le juge rend une ordonnance enjoignant au débiteur de payer les sommes réclamées.



## JUGEMENTS D'OUVERTURE DE PROCEDURES COLLECTIVES (REDRESSEMENTS ET LIQUIDATIONS JUDICIAIRES) : LA TENDANCE DU MOIS

**Jugements d'ouverture en baisse de 5,86% en mars 2004  
mais davantage de salariés concernés (+26,14%) et un passif cumulé  
en hausse de 46,30% (par rapport à mars 2003)**

Jugement d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires	Janvier à mars 2004	Mars 2004
<b>2004</b>	<b>1 266</b>	<b>450</b>
<b>2003</b>	<b>1 431</b>	<b>478</b>
<b>Evolution en %</b>	<b>-11,53%</b>	<b>-5,86%</b>
<b>Emplois concernés*</b> En données corrigées	<b>30,21%</b>	<b>26,14%</b>
<b>Passif cumulé déclaré*</b> En données corrigées	<b>22,82%</b>	<b>46,30%</b>

\* Les données corrigées excluent les passifs déclarés et les effectifs salariés revêtant un caractère exceptionnel, qui ont automatiquement une incidence sur les chiffres du mois.

En mars 2004, le Tribunal de commerce de Paris a prononcé 450 jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires, soit une baisse de 5,86% par rapport à mars 2003. Au premier trimestre 2004, 1 266 décisions d'ouverture ont été déposées, contre 1 431 à la même période en 2003, soit une baisse de 11,53%.

### ❖ Hausse des effectifs salariés directement concernés par les ouvertures de procédures collectives

En mars 2004, 1 181 emplois ont été concernés par les jugements d'ouverture, soit une augmentation de 26,14% par rapport à mars 2003. 3 681 salariés ont été directement touchés par les décisions d'ouverture de procédures collectives du premier trimestre, en hausse de 30,21% par rapport au premier trimestre 2003.

Au premier trimestre 2004, les secteurs d'activité les plus touchés sont :

- les services aux entreprises : 45% des effectifs
- le commerce : 20% des effectifs
- les services aux particuliers : 10% des effectifs.

### ❖ Hausse du passif cumulé déclaré au greffe

Au premier trimestre 2004, les entreprises défailtantes ont déclaré un passif cumulé global de 347 688 900 €, en hausse de 22,82% par rapport à la même période en 2003. En mars, le passif cumulé déclaré s'élève à 115 234 584 €, en augmentation de 46,30% par rapport à mars 2003. Toujours en mars 2004, le passif moyen par entreprise s'élève à 256 077 €, en hausse de 55% par rapport à mars 2003.

Un endettement plus fort, cumulé par les entreprises défailtantes, explique la hausse du passif déclaré auprès du greffe au 1<sup>er</sup> trimestre 2004.



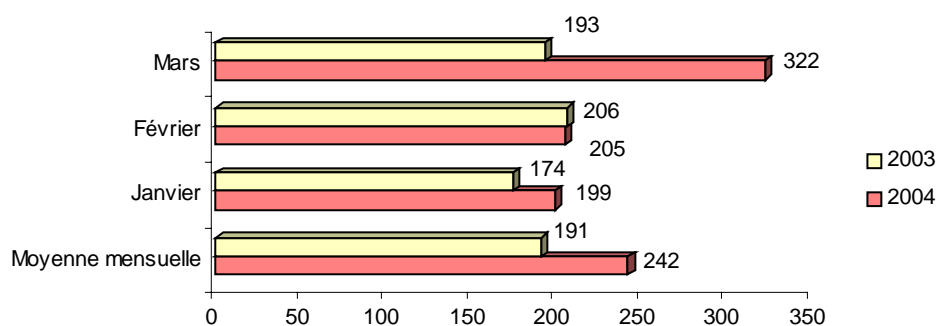


## PREVENTION DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES : LA TENDANCE DU MOIS

**Hausse des détections d'entreprises potentiellement en difficulté : +26,70%**  
**Hausse des entretiens accordés par les Juges de la Prévention : +44,84%**

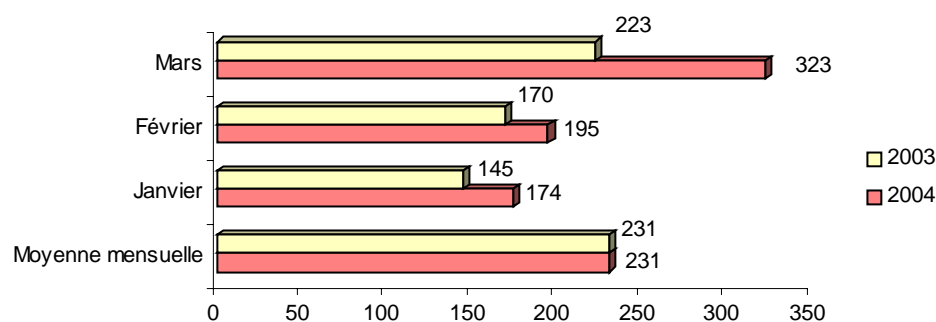
En mars 2004, le greffe a détecté 322 nouvelles entreprises potentiellement en difficulté, soit une hausse de 66,84% par rapport à mars 2003. Au total, ce sont 726 entreprises qui ont été détectées au premier trimestre 2004, soit une augmentation de 26,70% par rapport à la même période en 2003.

Dossiers ouverts dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>726</b>	<b>322</b>
<b>2003</b>	573	193
<b>Evolution en %</b>	<b>66,84%</b>	<b>26,70%</b>



En mars 2004, les Juges de la Prévention ont entendu 323 dirigeants d'entreprises, soit une hausse de 44,84% par rapport à mars 2003. Pour le premier trimestre 2004, le nombre d'entretiens est en augmentation : 692 chefs d'entreprises entendus, soit une hausse de 28,62% par rapport à la même période en 2003.

Entretiens accordés aux dirigeants d'entreprises dans le cadre de la prévention des difficultés	Janvier à mars	Mars
<b>2004</b>	<b>692</b>	<b>323</b>
<b>2003</b>	538	223
<b>Evolution en %</b>	<b>28,62%</b>	<b>44,84%</b>



### ❖ **Baisse des effectifs salariés concernés par la Prévention des difficultés**

Tous dossiers en cours, ce sont 10 636 salariés qui sont concernés par la Prévention au 31/03/2004, en baisse de 1,46% par rapport au 31/03/2003.

- 50% des salariés travaillent dans le secteur des services aux entreprises
- 10% dans le secteur du commerce
- 10% dans l'industrie
- 30% dans les autres secteurs (services aux particuliers, activité financière, construction, transport, hôtellerie et restauration).

### ❖ **Quel est le profil des entreprises dont le dossier est actuellement à l'étude ?**

En mars 2004, les principales caractéristiques observées chez ces entreprises sont les suivantes :

- 30% sont de jeunes entreprises, immatriculées depuis 5 ans et moins
- 28% ont de 5 à 10 ans d'existence
- 16% de 10 à 15 ans d'existence
- 26% plus de 15 ans d'existence.

56% des entreprises dont le dossier est en cours d'examen par les Juges sont toujours en activité. Le Tribunal a ouvert une enquête ou est en attente de documents pour 25% d'entre elles, 18% font l'objet d'un jugement d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaire, 1% font l'objet d'une procédure amiable (sous l'égide d'un mandataire ad'hoc ou d'un conciliateur).

## Répartition des créations et des disparitions d'entreprises par secteur d'activité en mars 2004



### SYNTHESE DE MARS 2004

#### Evolution des entreprises en activité à Paris :

Davantage de disparitions que de créations d'entreprises, soit un solde de -2,7% en mars 2004

#### Secteurs d'activité qui « gagnent » des entreprises :

Services aux entreprises. Ce secteur, qui englobe 17,9% des entreprises en activité continue à susciter l'intérêt des entrepreneurs. Le solde immatriculations/disparitions est positif dans ce secteur : +0,2%.

Immobilier et location : 27,3% des entreprises parisiennes exercent dans le secteur de l'immobilier et de la location, qui affiche également un solde immatriculations/disparitions légèrement positif : +0,1%.

#### Secteurs d'activité qui « perdent » des entreprises :

Construction : -1%. Ce secteur, qui représente une proportion de 4,5% des entreprises parisiennes, affiche un recul de 1% en mars.

Industrie manufacturière : A Paris, l'industrie du textile et de l'habillement, de la peausserie, de la maroquinerie, de meubles, etc) est un secteur plutôt dynamique qui englobe 6% des entreprises en activité. Il recule en mars : -0,7%

Commerce de gros et de détail : 17,5% des entreprises parisiennes exercent leur activité dans le commerce de gros et surtout de détail, qui sont principalement des commerces de proximité. En mars, ce secteur affiche en solde négatif : -0,5%.

Transports : En recul : -0,5%

Activités financières : En recul également, soit -0,3%

#### Secteurs d'activité stables :

Hôtels et restaurants, Services collectifs, sociaux et personnels.

### ❖ REPARTITION DES CREATIONS ET DES DISPARITIONS D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

En mars, 3 043 nouvelles entreprises se sont immatriculées à Paris, soit 9,6% de l'ensemble des entreprises en activité. Parallèlement à ces créations, 4 209 entreprises ont disparu du paysage économique parisien, soit 12,3% du stock d'entreprises en activité, soit par suite d'une radiation volontaire opérée par le dirigeant, soit d'office par le greffier (Cf note en page 4).

En dépit du flux important d'immatriculations au Registre du commerce, les disparitions d'entreprises ont été plus nombreuses que les créations. Cette situation s'explique par une opération d'apurement du Registre du commerce menée par le greffe le mois dernier pour apurer le Registre du commerce les entreprises ayant cessé leur activité. En raison de cette situation à caractère exceptionnel, les radiations ayant été particulièrement le mois dernier, ces indicateurs devront faire l'objet d'un suivi durant plusieurs mois pour refléter l'évolution des secteurs d'activité à Paris, et leur pérennité.

Secteurs d'activité	Stock des entrep. en activité en %	% immatriculations	% disparitions	Solde en %
Immobilier et location	27,3%	0,7%	0,6%	0,1%
Services aux entreprises	17,9%	1,4%	1,2%	0,2%
Commerce de gros et de détail	17,5%	1,0%	1,5%	-0,5%
Hôtels et restaurants	6,3%	1,0%	1,0%	0,0%
Industrie manufacturière	6,0%	0,8%	1,5%	-0,7%
Construction	4,5%	1,9%	2,9%	-1,0%
Services collectifs, sociaux et personnels	4,4%	1,1%	1,1%	0,0%
Activités financières	4,2%	0,5%	0,8%	-0,3%
Transports	2,2%	0,8%	1,3%	-0,5%
Autres sections	9,7%	0,4%	0,4%	0,0%
<b>Total</b>	100,0%	<b>9,6%</b>	<b>12,3%</b>	<b>-2,7%</b>